

Rapport du Bangladesh à ESSF sur la situation et nos activités au cours de l'année 2023

samedi 24 août 2024, par [ALAM Badrul](#), [BKF](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2024).

Ce rapport englobe les activités de la Bangladesh Krishok Federation (BKF), Bangladesh Kishani Sabha (BKS), Bangladesh Adivasi Samity (BAS) qui ont eu lieu au cours de l'année 2023.

[Nous nous excusons du retard mis à la publication de la traduction française de ce rapport. La situation dans le pays a profondément changé depuis la publication initiale. ESSF.]

Sommaire

- [JUSQU'EN 2023](#)
- [Cyclone « Mocha » et changemen](#)
- [Treize programmes de campagne](#)
- [Pour envoyer des dons](#)

Retour sur un peu d'histoire

La Bangladesh Krishok Federation (BKF) est la plus grande organisation paysanne de base du Bangladesh. Elle a été créée en 1976, six ans après la guerre d'indépendance de 1971. Depuis sa création, la BKF s'est concentrée sur la question de la terre qui est toujours cruciale depuis le régime britannique lorsqu'en 1793, le système de colonisation permanente a été introduit dans l'intérêt de la domination britannique, imposant en priorité un nouveau style de système de *Zamindari* (propriétaire terrien). Dès lors, le mouvement contre le zamindari a commencé en même temps que contre le régime britannique.

Après une longue période de lutte, principalement menée par les paysans, l'Assemblée législative du Bengale oriental a adopté, après l'indépendance du sous-continent indien en 1947, l'East Bengal Estate Acquisition and Tenancy Act (loi sur l'acquisition et la location des terres du Bengale oriental), qui a aboli le système des zamindaris dans le cadre de la réforme agraire de 1950. C'est ainsi qu'une nouvelle forme de mouvement anti-zamindari a vu le jour en différents endroits du Bangladesh, alors du Bengale oriental. Finalement, le système des zamindaris a été formellement aboli après une immense effusion de sang touchant les communautés paysannes et les populations indigènes. Cependant, il manquait une véritable réforme agraire qui aurait permis aux paysans sans terre d'obtenir des terres. Les choses sont restées en l'état.

Même après l'indépendance du Bangladesh en 1971, la situation est restée inchangée. C'est ainsi que la Bangladesh Krishok Federation a identifié la question de la réforme agraire comme étant de première importance pour les paysans sans terre. Elle a commencé par le mouvement d'occupation

des *khasland* (terres publiques en jachère) avec l'espoir d'une réforme foncière et agraire authentique et complète dans le nouveau contexte du Bangladesh indépendant. De ce point de vue, le BKF a occupé pour la première fois un *khasland* en 1980 après une série de mouvements, d'encerclements, de mémorandums et d'ultimatums adressés aux autorités. Toutefois, cette occupation n'a pas pu être maintenue en raison de certaines lacunes dans la stratégie. Il y a donc eu un recul du mouvement à cette époque.

Après ce recul, une série de réunions a été organisée pour déterminer les faiblesses des stratégies du mouvement d'occupation. Il en est ressorti que la participation des femmes n'était pas significative, que le soutien de l'ensemble de la population locale n'était pas vraiment envisagé et que les instruments juridiques relatifs aux *khaslands* étaient très insuffisants. Il n'y avait que quelques circulaires du gouvernement au nom des sans-terre qui n'impliquaient pas clairement le droit des sans-terre aux *khaslands*. Quoi qu'il en soit, par la suite, la BKF s'est concentrée sur la création d'organisations de femmes au sein de la paysannerie et la Bangladesh Kishani Sabha (BKS) a été créée en 1990. Une autre organisation de personnes démunies, la Bangladesh Adivasi Samiti (BAS), a été fondée officiellement en 1993, mais elle avait commencé à agir en 1992.

Depuis 1993, la Bangladesh Krishok Federation, la Bangladesh Kishani Sabha et la Bangladesh Adivasi Samity ont travaillé sur différentes questions telles que la distribution des *khaslands*, l'exemption de taxe pour les paysan.nes, le service public pour les paysan.nes, l'égalité des droits pour les hommes et les femmes, l'égalité des salaires pour un travail égal, la reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes, etc. Mais la question des *khaslands* a toujours été dominante. En 1993, après l'occupation réussie et durable des *khaslands*, toutes les organisations ont pris l'initiative de poursuivre ce mouvement dans tout le pays. Depuis lors, ce mouvement s'est effectivement poursuivi dans tout le pays malgré de nombreux obstacles.

JUSQU'EN 2023

Étant donné que la terre est un problème sérieux pour la Bangladesh Krishok Federation et ses organisations alliées, l'année 2023 a été un peu difficile pour traiter la question des terres en jachères. Bien que les organisations aient occupé cette année-là environ 45 acres de *khasland* dans le sous-district de Dashmina dans le district de Patuakhali, dans le sud du pays, elles ont dû faire face au grave problème de l'assassinat d'une dirigeante du BKS à Sikdarerchar, dans le district de Bhola, à côté de Dashmina, Patuakhali. Cet assassinat a eu lieu à la toute fin de l'année 2022, mais son impact se poursuit encore aujourd'hui. Les personnes sans terre qui occupaient depuis longtemps quatre îles à Dashmina, dans le Patuakhali, ont été effrayées par les atrocités commises dans le district de Bhola. Il a donc été très difficile de faire face à la situation de panique parmi les sans-terre, tant dans le district de Patuakhali que dans celui de Bhola.

L'assassinat de Mukul Begum

La question de l'assassinat de Mukul Begum, qui avait joué un rôle crucial dans le mouvement *khasland* du district de Bhola, a été prise au sérieux par l'organisation au cours de l'année 2023. Bakul Begum (sœur aînée de Mukul Begum), gravement blessée, a également été prise en charge par l'organisation. Dès le début de l'assassinat, l'administration locale a commencé à jouer avec le meurtre. Prenant parti pour les tueurs qui représentent les grands propriétaires terriens locaux, l'administration locale, comme la police, a essayé de faire porter la responsabilité du meurtre à la partie victime. Ils ont déposé une plainte pour meurtre contre 41 membres du BKF à Bhola, qui sont innocents. L'affaire qui devait être déposée par la partie victime n'a pas été acceptée par le commissariat de police, qui aurait reçu un énorme pot-de-vin de la part des meurtriers.

Les personnes sans-terre ont finalement trouvé refuge auprès du tribunal judiciaire. Le tribunal a enregistré l'affaire et celle-ci est toujours en cours. Cependant, depuis l'incident du meurtre jusqu'à aujourd'hui, les dirigeantes du BKF ont été continuellement harcelées de différentes manières et la police responsable de l'enquête a essayé de faire avouer aux personnes du côté de la victime qu'elles avaient tué la Mukul begum pour leur propre bénéfice. Ils ont arrêté 5 personnes et les ont emprisonnées jusqu'à aujourd'hui. L'organisation a mené l'affaire de meurtre et toutes les autres affaires connexes devant les tribunaux de première instance, la Haute Cour et la Cour suprême. À ce jour, une seule personne a été libérée sous caution et toutes les autres se cachent depuis plus d'un an et demi dans différents endroits du pays [*d'autres ont été libérées depuis la rédaction de ce rapport*]. Leur vie et celle de leur famille sont devenues misérables, car ils ne peuvent pas gagner leur vie dans la clandestinité. Au départ, certaines ONG sont venues les aider avec empressement, mais compte tenu des caractéristiques complexes de l'affaire de meurtre, elles hésitent maintenant à s'en occuper. Elles restent silencieuses pour l'instant. Notre organisation doit donc assumer la quasi-totalité des responsabilités liées à l'affaire du meurtre et à toutes les autres situations émergentes. En 2023, la plupart des ressources de la Bangladesh Krishok Federation ont dû être consacrées cette question.

Cyclone « Mocha » et changement climatique

En 2023, au mois de mai, un cyclone très puissant appelé « Mocha » a frappé une partie du Bangladesh et s'est terminé au Myanmar. Bien que ce cyclone n'ait touché le pays que partiellement, il a causé d'énormes dégâts aux personnes vivant dans la partie sud du Bangladesh, où se trouvent nos bastions organisationnels. Immédiatement après le passage du cyclone, nous avons pris des mesures pour les aider à surmonter la catastrophe. Nous avons lancé un appel pour les soutenir et rassembler des fonds afin de leur fournir du matériel de secours.

Nos amis internationaux les ont également soutenus, en apportant immédiatement une réponse financière qui nous a aidés à poursuivre notre tâche.

De nos jours, les cyclones sont clairement caractérisés par le fait qu'ils sont aggravés par les activités humaines et qu'il y a des personnes qui en sont responsables. Nous avons également dû faire campagne cette fois-là parmi les victimes des cyclones pour demander réparation aux pays du Nord qui ont continuellement contribué à l'émission de gaz à effet de serre.

Au moins, les sans-terre peuvent maintenant comprendre que les cyclones, les tempêtes, les inondations, les phénomènes météorologiques extrêmes, la sécheresse, les précipitations irrégulières, les froids et les chaleurs extrêmes sont les effets négatifs du réchauffement de la planète et du changement climatique.

Treize programmes de campagne

Tout au long de l'année dernière, nous avons organisé treize programmes de campagne qui ont eu lieu presque chaque mois, dans différents districts, sur la colonisation des terres, les droits et la souveraineté en matière d'alimentation et de semences, le changement climatique, la demande de réparation pour les dommages causés par le changement climatique, un prix équitable pour les produits paysans, la réduction du prix de l'électricité et de l'irrigation dans l'intérêt des paysan.nes, l'introduction d'un régime de retraite pour les paysan.nes (hommes et femmes) de plus de soixante ans, etc.

Certaines demandes ont été satisfaites par le gouvernement. Par exemple, l'année dernière, le gouvernement a annoncé un prix raisonnable pour acheter directement les récoltes de riz aux paysans. Certains paysans ont bénéficié de la décision des autorités, d'autres n'ont pas pu en profiter à cause des intermédiaires locaux. La Bangladesh Krishok Federation a aidé les paysans autant que possible à obtenir leur juste prix.

Le gouvernement a également décidé d'accorder une pension aux personnes âgées de plus de 60 ans, mais uniquement à celles qui commencent à verser une prime dès l'âge de 18 ans. À l'âge de 60 ans, le gouvernement leur versera une pension de survie. Cela ne correspond donc pas à la proposition ou à la demande que nous avons faite au gouvernement. Par la suite, nous avons donc demandé un régime de pension distinct pour les paysans âgés uniquement.

Les répercussions des 13 campagnes en 12 mois ont été très positives. Elles ont été éducatives, informatives et motivantes, ce qui a incité les paysans à aller de l'avant.

Trois programmes additionnels

L'année dernière, trois programmes supplémentaires ont été organisés sur la justice fiscale, les industries exécutives et l'inégalité des revenus. Ces programmes étaient également très pertinents, car ils étaient liés à la pauvreté dans les zones rurales et urbaines où nos membres résident habituellement.

Justice fiscale

La question de la justice fiscale est très pertinente dans le contexte du Bangladesh. Normalement, il y a des irrégularités en matière d'impôts dans différents secteurs de notre pays. Ces secteurs comprennent les sociétés multinationales, les grandes entreprises nationales et d'autres établissements. Ce sont les grands fraudeurs fiscaux qui détournent l'argent vers d'autres pays par le biais d'une facture ou d'une sous-facture. En outre, ils blanchissent également de l'argent et des richesses vers d'autres pays par le biais de paradis fiscaux comme le Maroc, les Bermudes, le Luxembourg et la Suisse, Dubaï et la Malaisie, etc. Les propriétaires des différentes entreprises de notre pays ont fait passer l'argent en contrebande en Malaisie, au Canada, à Singapour, à Dubaï, etc. et ont construit une vaste zone de résidences, appelée Begum Para au Canada et M2H (My Second Home) en Malaisie.

En outre, le gouvernement a mis en place différents types de facilités pour les entreprises, ce qui crée une injustice fiscale. Il existe des vacances fiscales, des périodes de grâce fiscale, des exonérations et des réductions d'impôts, des remises d'impôts, etc. Différentes entreprises bénéficient de ces facilités alors qu'elles ne les méritent pas. L'irrégularité fiscale la plus importante se produit dans le secteur de l'industrie extractive du pays. Ce secteur comprend les entreprises de gaz, de pétrole et de charbon. Elles sont à la fois nationales et internationales. Certaines d'entre elles bénéficient d'un long délai de grâce pour le non-paiement de l'impôt, d'autres d'options d'exonération fiscale, d'autres encore de mesures d'exonération fiscale. En conséquence, nous perdons chaque année des millions de dollars dans ces secteurs.

Si ce système n'était pas en vigueur, le pays bénéficierait d'un revenu énorme qui pourrait être utilisé pour le travail de développement. En fait, les activités extractives ne sont pas bénéfiques pour le pays à long terme. Elles causent beaucoup de tort à l'environnement, à l'écologie, à la santé humaine, aux habitations, aux cultures et aux populations indigènes. Parfois, elles provoquent des affaissements de terrains et des incendies à grande échelle et les dégâts sont énormes. D'ailleurs, au Bangladesh, il est urgent d'instaurer une justice fiscale dans le secteur extractif. Pour ce faire, le gouvernement doit jouer un rôle central en introduisant des règles favorables aux populations.

Il existe également un mouvement au Bangladesh autour des industries extractives. En 2006, alors que l'opposition à l'exploitation minière à ciel ouvert était forte, six personnes ont été tuées par une société britannique, Asia Energy, à Fulbari, dans le district septentrional de Dinajpur. Des incidents horribles se sont produits, comme l'explosion de gaz de Maguchhara à Moulvibazar, qui a causé des dommages d'une valeur de 12 milliards de taka [*la monnaie nationale*]. La société canadienne NIKO est responsable de cette catastrophe. Cependant, elle n'a pas encore versé de compensation à notre pays. En ce qui concerne les impôts, nous pouvons dire qu'il existe un système fiscal régressif dans le pays, ce qui prive les gens de diverses opportunités. Il existe un système de TVA universel qui touche tous les habitants du pays. La TVA de 15 % s'applique à tous les citoyens ordinaires du pays. Les pauvres, les femmes, les travailleurs et même les mendiants n'ont aucun moyen d'y échapper, car ils doivent payer la TVA sur chaque achat effectué sur le marché. Ce système devrait être rationalisé dans un souci de justice fiscale.

Nous devons également dire que les systèmes énergétiques basés sur les combustibles fossiles en vue de l'extraction ne sont pas durables. Ils contribuent massivement au changement climatique, qui est actuellement une préoccupation majeure au niveau mondial. Il est nécessaire de passer vigoureusement et rationnellement à un système durable.

En conclusion, nous avons proposé quelques recommandations à mettre en œuvre au Bangladesh afin de garantir la justice fiscale. 1. Un système d'imposition progressif devrait être introduit à la place du système d'imposition régressif existant. 2. Des régularités devraient être introduites dans les industries extractives 3. Les vacances fiscales, les exonérations fiscales et le système de franchise d'impôt devraient être supprimés. 4. Les flux illicites d'argent devraient être stoppés. 5. L'argent et la richesse déjà siphonnés doivent être ramenés dans le pays et utilisés pour éradiquer la faim et la pauvreté. 6. Transition énergétique rapide et juste vers une énergie 100 % renouvelable.

Agroécologie

Ceci dit, nous promouvons l'agroécologie au Bangladesh pour construire notre futur système alimentaire basé sur l'environnement, l'écologie et l'écosystème. À cette fin, une plateforme agroécologique a été créée l'année dernière. Elle mettra en œuvre différents programmes en vue d'examiner la politique alimentaire et la politique des semences existantes et de recommander des pratiques et une approche agroécologiques holistiques et durables.

De nombreux programmes de routine doivent être réalisés comme d'habitude, comme par exemple l'observation de la Journée de l'Indépendance nationale, de la Journée de la Victoire, de la Journée de Mai, de la Journée de la Lutte des Paysans, de l'anniversaire de la mort [*de dirigeants paysans, etc.*], etc. Nous avons déjà réalisé toutes ces activités l'année dernière.

En outre, nous avons organisé trois programmes sous la bannière de l'alliance nationale des organisations paysannes appelée Pragatisheel Krishok Sangram Parishad (Conseil d'action des paysans progressistes). Cela a également eu un impact important sur le gouvernement, qui a pris des décisions concernant des prix équitables pour les récoltes des paysans et les régimes de retraite. L'un des dirigeants du comité exécutif de l'alliance susmentionnée est décédé cette année.

Maladies

L'année dernière, certaines personnes des organisations et des organisations amies sont tombées malades. Elles méritaient le soutien des organisations. Nous avons fait de notre mieux pour les soutenir. Elles vont maintenant mieux, mais ne sont pas totalement guéries. En particulier, la personne dont un rein a été transplanté est confrontée à de nouveaux problèmes d'infection, et la femme qui souffre de problèmes neuropathiques se sent également mal depuis peu.

Par ailleurs, Jabeda Satter Khan, épouse de feu le camarade Abdus Satter Khan (président fondateur du BKF), a été malade à plusieurs reprises. Elle a été hospitalisée à plusieurs reprises. Pour des raisons humanitaires, nous avons soutenu son traitement médical, bien qu'elle ne soit pas active dans l'organisation ces jours-ci. Il ne lui est pas non plus possible de jouer un rôle actif car elle a maintenant 101 ans.

L'année dernière, nous avons décidé de publier un livre sur la vie et la lutte du camarade Abdus Satter Khan en bengali. Il a déjà été publié. Des ressources considérables ont été consacrées à ce projet. Il a été publié à Calcutta, en Inde. Un éminent écrivain indien, Amitav Chakraborti, a édité le livre.

En conclusion, l'année dernière, les organisations ont été confrontées à de nombreux défis, mais a aussi assuré de nombreuses réalisations. Pour toutes ces activités, notre organisation partenaire ESSF a apporté une grande contribution en termes de financement et de suggestions, et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants. Nous remercions chaleureusement toutes les donatrices et tous les donateurs qui nous ont tant aidés. Nous espérons que nous continuerons à bénéficier d'un tel soutien en 2024 également, afin de nous permettre de poursuivre toutes les activités pratiques dans lesquelles nous sommes engagés.

Badrul Alam

Président de la Bangladesh Krishok Federation (BKF)

Pour envoyer des dons

Chèques

Les chèques en euros seulement et payables en France à l'ordre d'ESSF doivent être envoyés à :

ESSF

2, rue Richard-Lenoir

93100 Montreuil

France

Banque :

Crédit lyonnais

Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)

10 boulevard Chanzy

93100 Montreuil

France

ESSF, compte n° 445757C

Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 30002

Indicatif : 00525

N° de compte : 0000445757C

Clé : 12

Compte au nom de : ESSF

Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12

BIC / SWIFT : CRLYFRPP

Compte au nom de : ESSF

Paypal : vous pouvez aussi transférer vos dons via Paypal

Pour accéder à PayPal utiliser l'adresse mail contact europe-solidaire.org

Ou bien cliquez sur l'icône PayPal en page d'accueil.

HelloAsso : vous pouvez aussi transférer vos dons via HelloAsso (voir la commande placée en page d'accueil) :

<https://www.helloasso.com/associations/europe-solidaire-sans-frontieres/formulaires/1/widget>

En France, ces dons donnent droit à des déductions d'impôt. Il nous faut votre adresse pour vous envoyer un reçu fiscal (adresse en général indiquée sur les chèques).

Nous vous tenons régulièrement informés via notre site de la situation et de l'utilisation du fonds de solidarité.
